

**DERNIERE MINUTE**

**MARDI 19 JUIN – 14 h 30 –  
SOUS LA PRESSION DES ORGANISATIONS  
SYNDICALES, LE GOUVERNEMENT  
DEVOILE SON AVANT-PROJET DE TEXTE  
(voir sur le site du SNESUP, [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr))**

**C'EST UNE DEMOLITION COMPLETE  
SANS PRECEDENT DES UNIVERSITES !  
FONDEMENTS DISCIPLINAIRES DE LA RECHERCHE  
ET DES FORMATIONS, COMPOSITION  
ET ROLE DES CONSEILS,  
PLEIN POUVOIR DES PRESIDENTS D'UNIVERSITE  
*Voir analyse complète dans lettre flash 39***

=====

**LANCEMENT DES ASSISES DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA  
RECHERCHE**

Une journée nationale, le lundi 2 juillet 2007 à Paris constituera le premier temps fort de ces assises.

Celles-ci visent à concerter les propositions ; le succès d'une réforme, sa capacité à répondre aux besoins et aux ambitions de formation et de recherche, passent par une large confrontation d'idées qui se prolongera bien au delà de l'été.

D'ici-là nous appelons à préparer, dans les établissements, ces assises autour des thèmes suivants :

- Quelles finalités et missions pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche ?
- Architecture et fonctionnement dans le cadre national, européen et international ;
- La démocratisation de l'enseignement supérieur et la réussite des étudiants ;
- Attractivité des métiers ; statuts et carrières des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Paris, le 15 juin 2007

Le Comité de Pilotage des Assises

\* Cé, CPU, FAGE, SGEN-CFDT, SLR, SNESUP (FSU), SNCS (FSU), UNEF, CJC, SNTRS (CGT), UGICT (CGT), Sup'Recherche (UNSA), A&I (UNSA), SNPTES (UNSA)

**Communiqué des organisations syndicales  
et associations de l'Enseignement Supérieur et  
de la Recherche du 15 juin**

Le gouvernement fait le forcing pour présenter au parlement un projet de loi sur « la gouvernance et l'autonomie » des universités dès juillet.

Les grandes lignes de cette réforme sont connues: conseils d'administration des universités limités à 20 membres dont une forte part de nommés, renforcement des pouvoirs des présidents d'universités pour recruter les personnels, moduler les rémunérations, les charges d'enseignement, pour disposer du patrimoine immobilier, diversifier leurs financements en développant des partenariats avec les acteurs économiques, etc. Cette loi ouvrirait la porte au désengagement de l'Etat et à la remise en cause des missions des organismes nationaux de recherche publique, menacés d'être transformés en agences de moyens.

La prétendue « autonomie » renforcée risque de faire reculer l'expression collégiale de la démocratie, de faire exploser le statut des personnels et le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Ces orientations tournent le dos aux besoins de la société, aux aspirations des étudiants et des personnels.

Le calendrier retenu ne permet ni un débat sur les contenus et les priorités d'une réforme de l'université, ni une véritable négociation avec la communauté universitaire et les organisations syndicales.

Les organisations signataires demandent solennellement que la loi ne soit pas soumise dans la précipitation au cours de la prochaine session parlementaire exceptionnelle au mois de juillet.

Les premières réunions au ministère ont confirmé nos craintes quant à une « concertation » bâclée : aucun document n'a été remis par le ministère. Les mesures en préparation ne font l'objet d'aucun consensus global.

Le gouvernement n'a pas davantage répondu à notre demande d'adoption rapide d'un collectif budgétaire significatif pour assurer la réussite des étudiants et le rayonnement de la recherche publique. Nous ne pouvons accepter que le gouvernement conditionne une éventuelle augmentation budgétaire à un consensus sur sa réforme.

Les organisations syndicales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et SLR appellent leurs structures locales à organiser ensemble, dès maintenant, des réunions d'information et à porter les revendications des personnels et des étudiants dans tous les débats, au niveau local et national, y compris dans les Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui sont en préparation.

UNEF - SLR (Sauvons La Recherche)  
FSU : SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP  
UNSA: SUP'Recherche, SNPTES, A&I  
CGT: SNTRS, FERC-Sup, CGT-INRA  
SOLIDAIRES :SUD-Education, SUD-Etudiant,  
SUD-Recherche-EPST